

À l'attention des Représentants permanents des États Membres et Observateurs du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Genève (Suisse)

Le 17 mai 2023

***Érythrée : La résolution annuelle du Conseil devrait décrire la situation des droits humains dans le pays et proroger le mandat du Rapporteur spécial***

Madame, Monsieur le Représentant permanent,

**En amont de la 53<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (19 juin-14 juillet 2023), nous, les organisations non gouvernementales soussignées, vous écrivons afin d'exhorter votre délégation à soutenir le développement et l'adoption d'une résolution qui proroge le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée pour une année.**

**En outre, nous soulignons le besoin pour le Conseil de proposer une résolution forte, qui décrive et condamne les violations continues des droits humains commises par les autorités érythréennes au sein et à l'extérieur du pays, dans un contexte d'impunité totale.**

\* \* \*

Nous sommes d'avis que le Conseil ne peut plus suivre une approche standard. Il est temps pour lui d'aller au-delà de résolutions purement procédurales qui prorogent le mandat du Rapporteur spécial. Ainsi, le Conseil devrait produire une évaluation substantielle de la situation des droits humains en Érythrée et adopter des résolutions fortes sur le pays. Ces résolutions devraient faire référence aux « critères pour l'évaluation des progrès accomplis » identifiés par le Rapporteur spécial<sup>1</sup> et aux recommandations émises par les autres organes et mécanismes onusiens et africains. Elles devraient également inclure des paragraphes substantiels traitant des violations commises par les autorités érythréennes au sein du pays et à l'étranger<sup>2</sup>.

À cet égard, la prochaine résolution annuelle devrait au minimum mentionner les éléments clefs suivants se rapportant à la situation des droits humains en Érythrée<sup>3</sup> :

- Des arrestations et détentions arbitraires, y compris la détention au secret de journalistes et d'autres voix dissidentes, ainsi que la détention prolongée de prisonniers de guerre djiboutiens<sup>4</sup> ;
- Des violations des droits à un procès équitable, à l'accès à la justice et au respect des garanties procédurales ;

---

<sup>1</sup> Voir la résolution 38/15 du Conseil des droits de l'homme, disponible sur :

[https://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_e.aspx?si=A/HRC/RES/38/15](https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/38/15). Voir aussi les rapports du Rapporteur spécial au Conseil, Documents ONU [A/HRC/41/53](#), [A/HRC/44/23](#) et [A/HRC/47/21](#).

<sup>2</sup> Voir l'Annexe pour un examen des éléments contenus dans les résolutions successives du Conseil sur l'Érythrée (2012-2022).

<sup>3</sup> Voir DefendDefenders et al., « Érythrée : Il faut proroger le mandat du Rapporteur spécial et consacrer ses 'critères pour l'évaluation des progrès accomplis' », 20 mai 2022, <https://defenddefenders.org/the-human-rights-council-should-strengthen-its-action-on-eritrea/> (consulté le 12 avril 2023), ainsi que les lettres précédentes de la société civile, à savoir DefendDefenders et al., « Eritrea : maintenant Human Rights Council scrutiny and engagement », 5 mai 2020, <https://defenddefenders.org/eritrea-maintain-human-rights-council-scrutiny-and-engagement/> ; DefendDefenders et al., « Érythrée : il est indispensable de renouveler le mandat du Rapporteur spécial de l'ONU », 10 mai 2021, <https://defenddefenders.org/eritrea-renew-vital-mandate-of-un-special-rapporteur/>. Voir en outre CSW, « Eritrea : General Briefing », 22 mars 2022, <https://www.csw.org.uk/2022/03/22/report/5629/article.htm> (consulté le 11 avril 2023).

<sup>4</sup> Voir par exemple One Day Seyoum, « About Eritrea », <https://onedayseyoum.org/about-eritrea> (consulté le 12 avril 2023).

- Des disparitions forcées<sup>5</sup> ;
- La conscription au sein du système abusif de service national du pays<sup>6</sup>, y compris pour un service national à durée indéterminée, accompagnée d'actes de torture, de violences sexuelles contre les femmes et les filles, et de travail forcé. Depuis que le Conseil a adopté la résolution 50/27<sup>7</sup>, en juillet 2022, le Gouvernement érythréen a mené une campagne intensive de conscription forcée au cours de laquelle les forces de sécurité ont fait du porte-à-porte afin d'identifier les réfractaires ou déserteurs présumés, punissant les proches de ceux qui cherchaient à échapper à la conscription ou à un rappel dans les rangs de l'armée. Les punitions ont consisté notamment en des détentions arbitraires et des expulsions de domicile<sup>8</sup> ;
- Des restrictions à l'encontre des médias et de leurs travailleurs, de graves restrictions à l'espace civique, notamment aux droits à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association, de mouvement et à la non-discrimination<sup>9</sup>, ainsi que de graves restrictions à la liberté de religion ou de croyance<sup>10</sup> ;
- Une impunité généralisée pour les violations des droits humains passées et actuelles ; et
- Le refus, par le Gouvernement érythréen, de s'engager dans la voie d'un dialogue sérieux avec la communauté internationale, notamment en coopérant avec le Conseil, en dépit de sa réélection comme Membre du Conseil pour la période 2022-2024. Depuis des décennies, les autorités érythréennes nient de façon éhontée avoir commis de graves violations des droits humains, y compris récemment en lien avec la présence de forces érythréennes dans la région éthiopienne du Tigré<sup>11</sup>.

Les forces érythréennes sont accusées de façon crédible de graves violations du droit international au Tigré, dont certaines pourraient constituer des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, commises depuis que le conflit a débuté en novembre 2020. Ces violations, ainsi que l'absence complète de redevabilité qui y est associée, méritent l'attention du Conseil.

\* \* \*

---

<sup>5</sup> Voir entre autres Amnesty International, « Eritrea : Ten years on, Ciham Ali's ongoing enforced disappearance 'a disgrace' », 7 décembre 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/eritrea-ten-years-on-ciham-alis-ongoing-enforced-disappearance-a-disgrace/> (consulté le 11 avril 2023).

<sup>6</sup> Human Rights Concern - Eritrea, « Eritrea Hunts Down its Young People for Enforced Military Service », 6 septembre 2022, <https://hrc-eritrea.org/eritrea-hunts-down-its-young-people-for-enforced-military-service/> (consulté le 11 avril 2023). Voir aussi Human Rights Watch, « Érythrée : Sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires », 9 février 2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/02/09/erythree-severe-repression-lencontre-des-familles-de-refractaires> (consulté le 12 avril 2023).

<sup>7</sup> Disponible sur : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session50/res-dec-stat>

<sup>8</sup> Human Rights Watch, « Érythrée : Sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires », *op. cit.*

<sup>9</sup> CIVICUS, Civic Space Monitor, « Eritrea », <https://monitor.civicus.org/country/eritrea/>

<sup>10</sup> CSW – FoRB in Full blog, « Let Us Honour The Memory of Patriarch Antonios By Bringing an End to the Violations of the Eritrean Regime », 9 février 2023, <https://forbinfull.org/category/sub-saharan-africa/eritrea/> ; CSW, « Eritrean Church Leader Denied Burial Site in His Hometown », 21 avril 2023, <https://www.csw.org.uk/2023/04/21/press/5988/article.htm> ; « HRC52 : Oral statement on the situation of human rights in Eritrea », 6 mars 2023, <https://www.csw.org.uk/2023/03/06/report/5948/article.htm> (consultés le 24 avril 2023).

<sup>11</sup> En dépit de ses obligations de Membre du Conseil d'« [observer] les normes les plus strictes en matière de promotion et de défense des droits de l'homme » et de « [coopérer] pleinement avec le Conseil », le Gouvernement refuse de coopérer avec le Rapporteur spécial ou les autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. En 2023, l'Érythrée demeure l'un des très rares pays à n'avoir jamais reçu la moindre visite d'une procédure spéciale (voir <https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&Lang=en>).

Le 9 février 2023, le président Afeworki a déclaré que les forces de son pays n'avaient « jamais commis de violations des droits humains ou interféré avec la guerre » au Tigré. Il s'est référé aux allégations de crimes de droit international, qui ont pourtant été documentées de façon sérieuse, comme à une « campagne de désinformation » (Anadolu, « Eritrean leader denies rights violations by his forces in Ethiopian war », 10 février 2023, <https://www.aa.com.tr/en/africa/eritrean-leader-denies-rights-violations-by-his-forces-in-ethiopian-war/2814756> (consulté le 27 avril 2023)).

En juillet 2022, le Conseil a franchi une étape modeste pour répondre de façon robuste aux problèmes relatifs aux droits humains en Érythrée. En effet, pour la première fois depuis 2018, il est allé au-delà d'une résolution d'une page visant à renouveler le mandat du Rapporteur spécial. Il a ainsi fait référence aux critères pour l'évaluation des progrès accomplis identifiés par les Rapporteurs spéciaux. Ce faisant, le Conseil a dessiné un chemin vers des réformes en matière de droits humains. Ces critères pour l'évaluation des progrès accomplis incluent la promotion de l'état de droit, la réforme du service national/militaire, la garantie des libertés fondamentales, la lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre et, enfin, le renforcement de la coopération avec les organes internationaux et africains.

La résolution 50/2 a aussi prorogé le mandat du Rapporteur spécial pour une année, ce qui était l'objectif principal des résolutions sur l'Érythrée adoptées en 2019, 2020 et 2021.

Bien qu'elle soit allée plus loin que ces trois résolutions, qui étaient purement procédurales en ce sens qu'elles ne contenaient aucune évaluation substantielle de la situation en Érythrée, la résolution 50/2 n'a pas clairement décrit et condamné les violations des droits humains dont les autorités érythréennes sont responsables. Partant, elle a échoué à refléter la situation dans le pays d'une manière similaire à celle dont les résolutions du Conseil antérieures à 2019 reflétaient cette situation. Elle a aussi échoué à mettre en exergue les atrocités que les forces érythréennes ont commises dans la région éthiopienne du Tigré depuis que le conflit armé a débuté, en novembre 2020. Or, les violations que les autorités érythréennes commettent au sein du pays et à l'étranger sont les deux faces d'une même pièce : c'est la fermeture totale de l'espace civique qui permet à ces violations de se perpétuer en toute impunité.

En amont de la 50<sup>ème</sup> session du Conseil, plus de 40 organisations de la société civile ont exhorté le Conseil à poursuivre son examen de la situation des droits humains en Érythrée et à renforcer sa résolution annuelle en vue de la rapprocher des résolutions antérieures à 2019<sup>12</sup>. Nous nous félicitons de l'inclusion, dans la résolution 50/2, d'un appel au Gouvernement érythréen à « [s'engager à] faire des progrès dans l'application des recommandations [formulées par le Rapporteur spécial] dans ses rapports ainsi que des progrès au regard des critères et des indicateurs connexes proposés en 2019 ». Néanmoins, nous soulignons que les résolutions sur l'Érythrée devraient pleinement refléter la situation des droits humains qui prévaut dans le pays.

En 2016, la Commission d'enquête sur l'Érythrée<sup>13</sup> a conclu qu'il existait des « motifs raisonnables de croire » que des crimes contre l'humanité avaient été commis dans le pays depuis 1991 et que les responsables érythréens avaient commis et continuaient de commettre les crimes de réduction en esclavage, d'emprisonnement, de disparitions forcées, de torture, de persécution, de viol et de meurtre. La communauté internationale et l'Union africaine ont échoué à assurer un suivi adéquat à ces conclusions. Depuis 2019, le Conseil des droits de l'homme a donné aux victimes, aux survivants et à leurs familles l'impression qu'il avait abandonné la promotion de la redevabilité.

Or, à ce jour, aucun responsable érythréen n'a été tenu pour pénalement responsable de ces violations. La situation des droits humains en Érythrée n'a pas fondamentalement changé. Tous les problèmes clefs identifiés dans les résolutions antérieures à 2019 et par les experts et organisations indépendantes demeurent d'actualité. Par exemple, dans son rapport 2022, le Rapporteur spécial, le Dr. Mohamed Abdelsalam Babiker, a noté « qu'il n'a pas encore été donné suite à la grande majorité des recommandations formulées par les mécanismes relatifs aux droits de l'homme [...], ainsi qu'aux recommandations formulées à l'issue de l'Examen périodique universel du pays, en 2019 ». Il a ajouté que « la crise qui continue de sévir en Érythrée sur le plan des droits de l'homme s'est aggravée au cours de la période considérée », et constaté différentes tendances préoccupantes<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir la note de bas de page n°3, ci-dessus.

<sup>13</sup> Voir <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/co-i-eritrea/commissioninquiryonhrin-eritrea> (consulté le 12 avril 2023).

<sup>14</sup> A/HRC/50/20, disponible sur : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session50/list-reports>. Voir en particulier les paragraphes 75 et 76. Ces tendances incluent notamment la militarisation accrue du pays et la durée, toujours indéterminée, du service militaire, le fait que l'Érythrée reste impliquée dans la commission de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire dans le contexte du conflit en Éthiopie, l'augmentation des rafles (*giffas*),

De la même façon, dans une déclaration lue durant le dialogue interactif renforcé sur l'Érythrée qui s'est tenu le 6 mars 2023, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Nada Al-Nashif, a souligné que « la situation des droits humains en Érythrée demeure terrible et ne montre aucun signe d'amélioration. Elle continue d'être caractérisée par de graves violations »<sup>15</sup>. Elle a ajouté que « le fait que toutes ces violations des droits humains sont commises dans le contexte d'une impunité totale est alarmant. L'Érythrée n'a pris aucune mesure à même de démontrer le moindre progrès en vue de garantir la reddition des comptes pour les violations des droits humains passées et actuelles ».

\* \* \*

**Le Conseil des droits de l'homme devrait permettre au Rapporteur spécial de poursuivre son travail et au Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) d'approfondir son dialogue avec l'Érythrée.**

**Lors de sa 53<sup>ème</sup> session, le Conseil devrait adopter une résolution :**

- (a) Prorogeant le mandat du Rapporteur spécial sur l'Érythrée pour une année ;**
- (b) Exhortant l'Érythrée à coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial en lui permettant un accès au pays, conformément à ses obligations de Membre du Conseil ;**
- (c) Condamnant les violations continues des droits humains commises par les autorités érythréennes au sein du pays et à l'étranger dans un contexte d'impunité totale ;**
- (d) Accueillant avec satisfaction les critères pour l'évaluation des progrès accomplis en ce qui concerne la situation des droits de l'homme et les indicateurs et recommandations associés, ainsi que les recommandations formulées par les autres organes et mécanismes onusiens et africains relatifs à la protection des droits humains, et appelant l'Érythrée à développer un plan de mise en œuvre relatif à ces critères pour l'évaluation des progrès, en consultation avec le Rapporteur spécial et le HCDH ; et**
- (e) Prie le Haut-Commissaire et le Rapporteur spécial de présenter des mises à jour sur la situation des droits de l'homme en Érythrée et sur les possibilités de reddition des comptes en ce qui concerne les violations graves lors de la 55<sup>ème</sup> session du Conseil, au cours d'un dialogue interactif renforcé incluant la participation de la société civile, et prie le Rapporteur spécial de présenter un rapport écrit exhaustif au Conseil lors de sa 56<sup>ème</sup> session et à l'Assemblée générale lors de sa 78<sup>ème</sup> session.**

Nous vous remercions et restons à votre disposition pour fournir à votre délégation de plus amples informations. Dans l'attente, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur le Représentant permanent, en l'assurance de notre haute considération.

1. Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et de la peine de mort en République centrafricaine (ACAT-RCA)
2. AfricanDefenders (Réseau panafricain des défenseurs des droits humains)
3. The America Team for Displaced Eritreans

---

l'enrôlement d'enfants soldats et l'enlèvement et la conscription forcée de réfugiés érythréens, qu'on oblige à combattre, le fait que l'espace civique reste « hermétiquement fermé », les Érythréens ne pouvant pas exprimer d'opinions dissidentes ni participer à la prise de décisions, la détention arbitraire et prolongée de centaines d'Érythréens en raison de leur opposition, réelle ou perçue, au Gouvernement, l'augmentation des pressions exercées sur les groupes religieux et sur les communautés de la diaspora, et l'augmentation des tensions ethniques et politiques en Érythrée et pour les Érythréens de la diaspora en raison des clivages créés par la guerre au Tigré.

<sup>15</sup> Elle a en outre souligné : « Notre Bureau continue de recevoir des allégations crédibles d'actes de torture, de détentions arbitraires, de conditions inhumaines de détention, de disparitions forcées, et de restrictions aux droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Des milliers de prisonniers politiques et de prisonniers de conscience sont, selon les rapports reçus, détenus depuis des décennies. De plus, le harcèlement et la détention arbitraire de personnes en raison de leur foi continue, et l'on estime que des centaines de leaders religieux et de leurs adeptes sont concernés ».

4. Amnesty International
5. Centre mondial pour la responsabilité de protéger (GCR2P)
6. CIVICUS
7. Clinique libyenne des droits humains (LHRC)
8. Coalition burkinabè des défenseurs des droits humains (CBDDH)
9. Coalition burundaise des défenseurs des droits de l'Homme (CBDDH)
10. Coalition des défenseurs des droits humains – Bénin (CDDH-Bénin)
11. Coalition ivoirienne des défenseurs des droits humains (CIDDDH)
12. Coalition togolaise des défenseurs des droits humains (CTDDH)
13. Coordination des organisations de défense des droits humains (CODDDH) de Guinée
14. CSW (Christian Solidarity Worldwide)
15. DefendDefenders (Projet des défenseurs des droits humains de l'Est et de la Corne de l'Afrique)
16. Eritrean Afar National Congress
17. Eritrea Focus
18. Eritrean Coordination for Human Rights
19. Eritrean Law Society
20. Genève pour les Droits de l'Homme – Formation internationale (GHR)
21. Global Initiative to Empower Eritrea Grassroot Movement
22. The Horn of Africa Civil Society Forum (HoACSF)
23. Human Rights Concern - Eritrea (HRCE)
24. Human Rights Defenders Network – Sierra Léone
25. Human Rights Watch
26. Institut des médias pour la démocratie et les droits de l'Homme (IM2DH) – Togo
27. Institut de Hawaï'i pour les droits humains (Hawaï'i Institute for Human Rights)
28. Lawyers' Rights Watch Canada
29. One Day Seyoum
30. Organisation mondiale contre la torture (OMCT)
31. Réseau capverdien des défenseurs des droits de l'homme (RECADDH)
32. Réseau nigérien des défenseurs des droits humains (RNDDH)
33. Réseau des ONG de promotion et de défense des droits de l'homme (RONGDH) – République Centrafricaine
34. Service international pour les droits de l'homme (SIDH)
35. Vision Ethiopian Congress for Democracy (VECOD)

**Annexe : Résolutions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur l'Érythrée (2012-2022) (en anglais)**

**1. Longueur des résolutions :**

	Number of paragraphs	Number of pages	Hyperlink to resolution
Resolution 20/20 (2012, agenda item 4)	<b>15</b> (8 PPs, 7 OPs)	2½ pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session20/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session20/res-dec-stat</a>
Resolution 21/1 (2012, agenda item 5)	<b>12</b> (5 PPs, 7 OPs)	1½ pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session21/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session21/res-dec-stat</a>
Resolution 23/21 (2013, agenda item 4)	<b>24</b> (15 PPs, 9 OPs)	3½ pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session23/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session23/res-dec-stat</a>
Resolution 26/24 (2014, agenda item 4)	<b>29</b> (14 PPs, 15 OPs)	4 pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session26/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session26/res-dec-stat</a>
Resolution 29/18 (2015, agenda item 4)	<b>35</b> (17 PPs, 18 OPs)	4½ pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session29/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session29/res-dec-stat</a>
Resolution 32/24 (2016, agenda item 4)	<b>41</b> (22 PPs, 19 OPs)	5 pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session32/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session32/res-dec-stat</a>
Resolution 35/35 (2017, agenda item 4)	<b>42</b> (15 PPs, 25 OPs)	5 pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session35/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session35/res-dec-stat</a>
Resolution 38/15 (2018, agenda item 4)	<b>35</b> (12 PPs, 23 OPs)	3½ pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session38/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session38/res-dec-stat</a>
Resolution 41/1 * (2019, agenda item 2)	<b>9</b> (4 PPs, 5 OPs)	1 page	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session41/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session41/res-dec-stat</a>
Resolution 44/1 (2020, agenda item 2)	<b>10</b> (5 PPs, 5 OPs)	1 page	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session44/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session44/res-dec-stat</a>
Resolution 47/2 (2021, agenda item 2)	<b>10</b> (5 PPs, 5 OPs)	1 page	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session47/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session47/res-dec-stat</a>
Resolution 50/2 (2022, agenda item 2)	<b>12</b> (4 PPs, 8 OPs)	1½ pages	<a href="https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session50/res-dec-stat">https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session50/res-dec-stat</a>

*\* Resolution adopted at the initiative of a group of six States with a view to maintaining scrutiny of Eritrea's human rights situation, as the former sponsors of Eritrea-focused resolutions (Djibouti and Somalia) discontinued their leadership. The European Union subsequently took over sponsorship of annual Eritrea-focused resolutions.*

## 2. Éléments mis en exergue dans les résolutions annuelles :

	Main elements / New elements of each resolution
Resolution 20/20 (2012, agenda item 4)	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- References to relevant instruments and resolutions</li> <li>- Deep concern at ongoing reports of “grave violations”</li> <li>- Civilians fleeing Eritrea</li> <li>- Forced labour, including of conscripts and minors</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- “Strongly condemns” the “continued widespread and systematic violations”</li> <li>- Executions, disappearances, torture, detentions, lack of access to justice, freedoms of expression, thought, conscience and religion, peaceful assembly, association</li> <li>- Journalists, human rights defenders, political actors, religious leaders and practitioners</li> <li>- Forced conscription for indefinite periods of national service, which could amount to forced labour, alleged coercion of minors into the military and mining industry</li> <li>- Shoot-to-kill practice at the borders</li> <li>- Collection of taxes from nationals outside Eritrea</li> <li>- Lack of cooperation with international and regional mechanisms</li> <li>- Judicial system, political prisoners, including the “G-11”</li> <li>- Women’s rights, harmful practices</li> <li>- “Guilt-by-association” policies targeting family members of those who evade national service or seek to flee Eritrea</li> <li>- Call for full cooperation with OHCHR and other bodies and mechanisms</li> <li>- Call to implement the 1997 Constitution</li> <li>- Appointment of a Special Rapporteur</li> </ul>
Resolution 21/1 (2012, agenda item 5)	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Having considered the material relating to the situation of human rights in Eritrea, brought under the complaint procedure, alleging widespread and systematic violations</li> <li>- Allegations point to a “consistent pattern of gross and reliably attested violations of human rights”</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Discontinue reviewing the matter under the confidential complaint procedure to take up public consideration of the same; documentation will no longer be confidential</li> <li>- Invite the Special Rapporteur to investigate further the allegations contained in the submitted complaints</li> <li>- Urge to cooperate fully with the Special Rapporteur</li> </ul>
Resolution 23/21 (2013, agenda item 4)	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Deep concern at ongoing reports of “grave violations” of human rights by the Eritrean authorities against their own population and fellow citizens</li> <li>- “Alarming number” of civilians fleeing Eritrea as a result of those violations</li> <li>- Compulsory practice of children undertaking their final year of schooling in a military training camp</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eritrea's obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other instruments</li> <li>- Failure to cooperate with the Special Rapporteur</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welcomes report of the Special Rapporteur</li> <li>- "Strongly condemns" the continued, widespread and systematic violations of human rights and fundamental freedoms</li> <li>- Forced conscription of citizens for indefinite periods of national service, "a system that amounts to forced labour"</li> <li>- Widespread use of torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment</li> <li>- Political prisoners, including the "G-15" and journalists</li> <li>- End the system of indefinite national service, provide for conscientious objection</li> <li>- Implement UPR recommendations, cooperate fully with the UN human rights system</li> <li>- Information pertaining to the Djiboutian combatants missing in action</li> <li>- Extension of the Special Rapporteur's mandate</li> <li>- Urges the international community to cooperate fully with the Special Rapporteur and to strengthen efforts to protect those fleeing Eritrea</li> </ul>
<p>Resolution 26/24 (2014, agenda item 4)</p>	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Grave concern over the continued use of arbitrary arrest and detention, including incommunicado detention in life-threatening conditions</li> <li>- Widespread use of indefinite conscription into national service, "a system that constitutes forced labour"</li> <li>- Forced recruitment into the government's citizen militia</li> <li>- Right to take part in the government, concern about absence of national elections</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the Special Rapporteur's mandate</li> <li>- Call on the government to investigate promptly all allegations of extrajudicial killings, torture, rape and sexual abuse within the national service</li> <li>- Establishment of a commission of inquiry to investigate all alleged violations as outlined in the reports of the Special Rapporteur</li> <li>- Request the commission of inquiry to present updates to the Council and the General Assembly, and to present a written report to the Council</li> <li>- Decides to transmit all reports of the commission of inquiry to all relevant bodies of the United Nations and to the Secretary-General for appropriate action</li> </ul>
<p>Resolution 29/18 (2015, agenda item 4)</p>	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commending the commission of inquiry for its work</li> <li>- Lack of cooperation with the commission of inquiry and the Special Rapporteur</li> <li>- Stressing the importance of first-hand accounts of victims and witnesses</li> <li>- Deep concern at the commission's findings that systematic, widespread and gross human rights violations have been and are being committed by the Government of Eritrea, and that [some of the violations] may constitute crimes against humanity</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welcomes the report of the commission of inquiry and notes the importance of its work in support of future accountability efforts</li> <li>- "Strongly condemns" the systematic, widespread and gross human rights violations that have been and are being committed [...] in a climate of generalized impunity</li> <li>- Reiterates its "numerous calls" on the government of Eritrea to end violations</li> <li>- Call on the government to take "immediate and concrete steps" to implement recommendations made by the commission of inquiry in its report in order to address the "dire situation of human rights in the country"</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the mandates of the Special Rapporteur and commission of inquiry “to investigate systematic, widespread and gross violations of human rights in Eritrea with a view to ensuring full accountability, including where these violations may amount to crimes against humanity”</li> <li>- Decides to transmit all reports and oral updates of the commission of inquiry to all relevant bodies of the United Nations, including the General Assembly and the Secretary-General, for appropriate action</li> </ul>
<p>Resolution 32/24 (2016, agenda item 4)</p>	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welcoming OHCHR’s technical assessment mission to Eritrea</li> <li>- Commending the commission of inquiry for its work despite lack of access to the country</li> <li>- Deep concern at the commission’s findings that there are “‘reasonable grounds to believe’ that crimes against humanity have been committed in Eritrea since 1991” and that “Eritrean officials have committed and continue to commit the crimes of enslavement, imprisonment, enforced disappearance, torture, other inhumane acts, persecution, rape and murder”</li> <li>- Noting with deep concern the commission’s findings regarding crimes committed by officials, and noting the commission’s “identification of individual suspects and careful maintenance of relevant information that may assist future accountability efforts”</li> <li>- Release of four Djiboutian prisoners of war</li> <li>- The situation of human rights in Eritrea is a primary factor in the increasing number of Eritreans leaving their country, often facing risks [...]</li> <li>- Persecution on both religious and ethnic grounds, including of Eritrean Kunama and Afar persons, and of members of non-authorized religious denominations</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welcomes with appreciation the work of the commission of inquiry, stresses the importance of the information it has collected in support of future accountability</li> <li>- Recognizes the special protection needs of unaccompanied children fleeing Eritrea</li> <li>- “Condemns in the strongest terms” the “reported systematic, widespread and gross human rights violations that have been and are being committed by the Government of Eritrea in a climate of generalized impunity”</li> <li>- Encourages states in which witnesses reside to protect those who have cooperated with the commission of inquiry and the Special Rapporteur</li> <li>- Allow unhindered access to the country to further missions by OHCHR</li> <li>- Takes note of the commission’s conclusion that “‘a regional mechanism could be created to address accountability in Eritrea’ given the commission’s assertion that neither a hybrid tribunal nor a truth commission would be a viable option in the current circumstances”</li> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate and request that the mandate holder follow up on the implementation of the commission of inquiry’s recommendations</li> <li>- Encourages business enterprises to carry out appropriate human rights due diligence to identify, prevent, mitigate and account for how they address their human rights impact, including with respect to allegations of use of conscript labour</li> <li>- “Strongly encourages” the African Union to follow up on the report and recommendations of the commission of inquiry by establishing an investigation [...] with a view to examining and bringing to justice those responsible for violations and abuses</li> </ul>
<p>Resolution 35/35 (2017, agenda item 4)</p>	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recalling reports of the commission of inquiry and its findings</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recalls the report of the commission of inquiry and the importance of the information it has collected in support of future accountability, and urges the government to take immediate and concrete steps to implement its recommendations</li> <li>- Reiterates that those responsible for past and present violations and abuses must be held to account</li> <li>- Welcomes the Special Rapporteur’s preliminary contact with the African Union</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate</li> <li>- Decides to hold an enhanced interactive dialogue on Eritrea with the participation of, among others, civil society</li> <li>- Calls upon the government to consider the establishment of an OHCHR presence, with a holistic mandate, with unhindered access</li> <li>- Calls upon the government to stop the practice of demanding that Eritreans in the diaspora sign the “regret form” and to stop the use of extortion, threats and violence to collect taxes outside Eritrea</li> <li>- Reiterates its encouragement on the African Union to follow up on the work of the commission of inquiry</li> </ul>
Resolution 38/15 (2018, agenda item 4)	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welcoming Eritrea’s submission of its initial report to the African Commission on Human and Peoples’ Rights</li> <li>- Regretting Eritrea’s continued lack of cooperation and denial of access to the country</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welcomes the enhanced interactive dialogue</li> <li>- Reiterates calls on the government, including to stop and prevent shooting to wound or kill citizens attempting to flee the country</li> <li>- Calls on the government to full respect land rights in relation to traditional ownership and property rights</li> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate</li> <li>- Invites the Special Rapporteur to “assess and report on the situation of human rights and the engagement and cooperation of the Government of Eritrea with the Human Rights Council and its mechanisms, as well as with the Office of the High Commissioner” and, where feasible, to “develop benchmarks for progress in improving the situation of human rights and a time-bound plan of action for their implementation”</li> <li>- Requests OHCHR to present an oral update on “progress made in the cooperation between Eritrea and the Office, and on its impact on the situation of human rights in Eritrea”</li> </ul>
Resolution 41/1 (2019, agenda item 2)	<p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate</li> <li>- Calls upon the government to cooperate fully, including by granting access</li> </ul>
Resolution 44/1 (2020, agenda item 2)	<p><u>Preambular paragraphs (PPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recalling the important regional developments and the potential they bear for the development of human rights in Eritrea</li> <li>- Welcoming Eritrea’s dialogue with the CEDAW Committee</li> </ul> <p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate</li> <li>- Decides to continue to assess and report on the situation</li> <li>- Calls upon the government to [commit] to making progress on the proposed benchmarks</li> </ul>
Resolution 47/2 (2021, agenda item 2)	<p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate</li> </ul>
Resolution 50/2 (2022, agenda item 2)	<p><u>Operative paragraphs (OPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension of the Special Rapporteur’s mandate</li> <li>- Decides to hold an enhanced interactive dialogue at the next March session [NB: instead of two separate interactive dialogues]</li> <li>- Calls upon the government to [commit] to making progress on the recommendations included in the Special Rapporteur’s reports and on the benchmarks and associated indicators proposed in 2019 [NB: para. 5 includes the list of benchmarks]</li> </ul>